

INTERVIEW

« Trop de bienveillance vis-à-vis de la grande distribution »

Le point de vue de Jean Arthuis, sénateur UDI (groupe centriste), membre de la Commission des finances du Sénat et ancien ministre de l'Économie et des Finances.



HAMILTON/REA

complexité de nos réglementations fiscales en Europe est un facteur « d'optimisation » (technique pour minorer son imposition, ndlr). Les armadas de conseillers et d'avocats fiscalistes sont devenues de véritables rentiers de cet émiettement territorial.

Q Vous affirmez que la pratique des marges arrière par la grande distribution se poursuit et qu'elle emprunte les canaux de l'évasion fiscale...

Jean Arthuis: Parfaitement. Les fournisseurs versent une redevance à des entités en Suisse ou en Belgique qui appartiennent aux grandes surfaces. Tout cela échappe au fisc. La grande distribution invente en permanence de nouveaux « services », plus ou moins fictifs, pour imposer des rabais très importants aux industriels. Il faut assister à des négociations entre elle et les fournisseurs pour constater l'ampleur des pressions exercées.

Q De tels mécanismes d'évasion fiscale sont-ils préjudiciables aux consommateurs?

J. A.: Forcément, cette pratique gonfle la facture finale pour

le consommateur. Dans l'établissement de son prix de revient, le transformateur doit prendre en compte cette marge arrière qui ne dit pas son nom. En asphyxiant nos producteurs, la grande distribution contribue aussi aux phénomènes de délocalisation et sans doute, au pire des cas, aux scandales alimentaires comme celui de la viande de cheval.

Q Comment expliquer le développement de ce phénomène?

J. A.: Par une trop grande bienveillance des pouvoirs publics vis-à-vis de la grande distribution. Ses grands groupes se sont autoproclamés « défenseurs des consommateurs et du pouvoir d'achat ». Ce qui a été vrai un temps. Mais ils n'ont cessé de se concentrer et de devenir dominants. Parallèlement, la

Q Peut-on contrer ces pratiques?

J. A.: Je ne comprends pas l'inertie des États qui conservent des réglementations fiscales favorisant ces comportements. Depuis vingt ans, je plaide pour qu'on cesse de taxer la production, qui permet ces pratiques, et que l'on taxe plutôt les produits. Concrètement, il faut alléger de manière significative les charges sociales, qui accroissent le coût du travail, et augmenter la TVA. Ainsi, seront taxés au même niveau les biens et services issus du travail accompli en France et ceux importés de Chine ou d'ailleurs. Les organisations syndicales qui gèrent les caisses de protection sociale, ainsi que les responsables politiques doivent faire preuve de lucidité et de courage.



ILLUSTRATIONS HERVÉ PINEL

employée dans les secteurs de l'informatique et des téléphones mobiles. Ce gain permet de casser les prix pour évincer les concurrents. Les groupes de la grande distribution ne peuvent ignorer cette fraude qui leur bénéficie», assure le fonctionnaire.

Une concurrence déloyale

Petits commerces et industriels de l'agroalimentaire sont les premières victimes de ces méthodes d'évasion fiscale. Mais le consommateur n'est, lui non plus, pas vraiment gagnant. « L'étranglement des producteurs entraîne automatiquement une baisse de la qualité des produits », détaille un collaborateur de la commission des finances du Sénat. Il faut minimiser les coûts de production, notamment de la matière première... C'est ainsi que l'on finit par favoriser l'apparition de gigantesques réseaux de revente de viande à prix serré d'origine douteuse. Quant aux avantages en termes de prix que les consommateurs retireraient de la domination des grandes surfaces, il s'agit en partie d'un miroir aux alouettes. » Un constat que confirme l'enquête réalisée en 2008 par l'UFC-Que Choisir. Elle montre que Carrefour et Auchan adaptent leur politique tarifaire à l'environnement concurrentiel le plus proche et que les positions dominantes locales de la grande distribution aboutissent à une hausse des prix (c'était le cas dans 70% des 634 zones de chalandises étudiées).

Avec des dizaines de milliards d'euros placés à l'ombre, « l'optimisation fiscale » (ou l'art de minimiser son imposition) devient, entre les mains de >>>